SYRIE

L'armée russe dément la création d'une seconde base aérienne

La Russie n'a pas pour projet d'ouvrir une seconde base aérienne dans le nord-est de la Syrie, a déclaré lundi l'armée russe en réaction à des informations parues dans la presse occidentale sur l'ouverture d'une base à Qamichli, dans le Kurdistan syrien.

«Aucune nouvelle base aérienne (...) devant accueillir des avions russes sur le territoire de la République arabe syrienne n'a été créée ni n'est prévue», a déclaré à l'agence de presse russe *Interfax* le porte-parole du ministère de la Défense, Igor Konachenkov.

Citant des sources militaires américaines, des médias américains et britanniques avaient affirmé la semaine dernière que 200 militaires russes à Qamichli aménageaient un aéroport dans cette ville contrôlée conjointement par les autorités kurdes locales et le régime syrien.

«Nous avons déjà souligné à plusieurs reprises que le vol de nos avions, même vers le lieu le plus éloigné en Syrie, prend environ 30 minutes (...) C'est pourquoi ceux qui évoquent l'ouverture d'une base située à la frontière turco-syrienne sont d'une ignorance crasse», a ajouté Igor Konachenkov.

Selon le porte-parole russe, ces informations visent à «cacher la montée en puissance des mouvements de troupes turques» à la frontière syrienne. L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) avait lui aussi rapporté que «quelques dizaines» de soldats et d'ingénieurs russes avaient été signalés à l'aéroport de Qamichli, situé juste en face de la ville turque de Nusaybin (sud-est). Cette information avait fait réagir le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui avait mis en garde contre tout mouvement de troupes à sa frontière avec la Syrie.

Des sources sécuritaires syriennes ont confirmé à l'AFP la présence de ces soldats, affirmant qu'ils avaient commencé à préparer l'aéroport en vue d'y accueillir des équipements militaires.

Photo : DR

CAMEROUN

26 morts dans un triple attentat-suicide sur un marché

Au moins 26 personnes ont été tuées hier dans un triple attentat-suicide sur le marché d'un village de l'Extrême-Nord du Cameroun, l'une des pires attaques visant cette région régulièrement attaquée par les islamistes nigérians de Boko Haram.

Ces attentats, parmi les plus meurtriers ayant frappé le Cameroun depuis le début des attaques des islamistes en 2013, ont visé le marché de la localité de Bodo, proche de la frontière avec les bastions nigérians de Boko Haram, qui a rallié terroriste Daesh. «Nous avons un premier bilan qui affiche 29 morts et environ 30 blessés», a déclaré à l'AFP sous couvert d'anonymat un policier. Selon un responsable des forces de l'ordre camerounaises, les trois kamikazes sont inclus dans ce bilan. Depuis que les islamistes nigérians ont commencé à attaquer le territoire camerounais en 2013, quelque 1 200 personnes —dont 67 militaires et trois policiers — ont été tuées dans des attaques et des attentats dans la région de l'Extrême-Nord, selon un bilan publié début janvier par le porte-parole du gouvernement camerounais et ministre de la Communication, Issa Tchiroma Bakary. Les autorités camerounaises ont notamment comptabilisé plus d'une trentaine d'attaques-suicides. Elles sont de plus en plus souvent perpétrées par des adolescentes ou des femmes.

Les marchés, particulièrement animés en Afrique et lieux de vie par excellence sur le continent, sont régulièrement pris pour cible. Pour contrer les kamikazes, les autorités ont banni le port du voile intégral dans plusieurs régions du Cameroun, ce vêtement servant régulièrement à dissimuler des ceintures d'explosifs.

Le Tchad voisin, lui aussi la cible de Boko Haram, a lui interdit le voile intégral sur l'ensemble de son territoire. Depuis le début de l'année, la région de l'Extrême-Nord a déjà été la cible de deux attentats-suicides contre des mosquées, faisant respectivement 12 et 4 morts les 13 et 18 janvier.

Les imams et les chefs traditionnels sont souvent ciblés par les islamistes du fait de leur hostilité au jihadisme et à la violence.

Le Cameroun a renforcé sa présence militaire en 2013 à la frontière nigériane pour endiguer la montée en puissance des islamistes après avoir laissé passer, pendant des années, les combattants de Boko Haram.

Actifs dans le nord-est du Nigeria, ceux-ci se servaient du nord du Cameroun voisin comme base arrière et lieu d'approvisionnement en armes, véhicules et marchandises.

Le Cameroun est ensuite passé à l'offensive dans le cadre de la coalition régionale militaire formée avec le Nigeria, le Niger, le Tchad et le Bénin pour combattre les islamistes. Depuis fin novembre, l'armée camerounaise mène dans plusieurs localités frontalières des opérations «de ratissage» pour affaiblir les jihadistes nigérians qui restent très actifs entre le nord-est du Nigeria et l'extrême-nord du Cameroun.

De sources concordantes, ces actions ont beaucoup affaibli les capacités du groupe islamiste qui n'est plus engagé dans des confrontations frontales avec les troupes camerounaises, mais multiplie les attaques-suicides.

Depuis juillet, plusieurs attentats attribués à Boko Haram ont visé des villes de l'extrême-nord camerounais. Plusieurs autres ont été déjoués ces dernières semaines dans la région.

Au Nigeria, l'insurrection de Boko Haram et sa répression ont fait au moins 17 000 morts et plus de 2,5 millions de déplacés depuis 2009.

PAKISTAN

Le chef de l'armée s'engage à partir à la retraite dans les temps

Le puissant et populaire chef d'état-major de l'armée pakistanaise, le général Raheel Sharif, va prendre comme prévu sa retraite plus tard cette année, a-t-il annoncé lundi. «L'armée pakistanaise est une grande institution», a-t-il déclaré, selon des propos rapportés sur Twitter par le porte-parole de l'armée, le général Asim Bajwa. «Je ne crois pas aux extensions (de mandat) et je prendrai ma retraite à la date prévue», a-t-il indiqué, selon ses propos tenus lors d'une réunion lundi avec ses principaux aides.

«Nos efforts (pour éradiquer) le terrorisme vont continuer avec une force et une détermination totales. L'intérêt national du Pakistan est suprême et sera préservé à tout prix», a poursuivi le chef de l'armée, qui doit sa popularité à la relative stabilisation de la situation sécuritaire du pays ces derniers mois.

Le général Sharif a succédé en 2013 au général Ashfaq Kayani, qui avait lui-même obtenu une prolongation de trois ans de son mandat, et doit achever sa mission fin 2016. Avant lui, les ex-militaires Pervez Musharraf et Zia ul-Haq, tous deux arrivés au pouvoir par des coups d'Etat, avaient eux aussi prolongé leur séjour au pouvoir. Selon l'analyste spécialisé dans les questions sécuritaires Talat Masood, l'engagement du général Sharif peut renforcer la démocratie pakistanaise.

Elle envoie aussi un signal aux politiques du pays, en particulier le Premier ministre Nawaz Sharif, qu'il est temps de «se montrer responsable et de renforcer les institutions du Pakistan afin de ne pas avoir à se reposer sur l'armée». Nawaz Sharif «a cédé beaucoup d'espace à l'armée ces deux ou trois dernières années. Cela va lui donner l'opportunité de récupérer cet espace», a-t-il indiqué à l'AFP.

Le Pakistan a été dirigé par des militaires pendant plus de la moitié de ses 69 ans d'existence et les experts estiment qu'ils tirent toujours les ficelles en matière de défense et de politique étrangère.

TUNISIE

Les autorités allègent le couvre-feu nocturne

Les autorités tunisiennes ont annoncé hier un allègement du couvre-feu nocturne instauré vendredi dernier dans l'ensemble du pays, après une vague de contestation sociale inédite depuis la révolution, qui sera désormais en vigueur de 22H00 à 05H00 du matin. Le précédent couvre-feu débutait à 20H00.

«Vu l'amélioration relative de la situation sécuritaire, il a été décidé d'alléger le couvre-feu à partir du 25 janvier dans tout le territoire de la République de 22H00 à 05H00 du matin a annoncé le ministère de l'Intérieur dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook.

Le 22 janvier, les autorités tunisiennes avaient décrété un couvre-feu nocturne dans toute la Tunisie après plusieurs jours de troubles sociaux partis de Kasserine, dans le centre défavorisé du pays, avant de se propager à de nombreuses autres régions.

Les premières manifestations ont débuté après la mort d'un jeune chômeur, le 16 janvier à Kasserine, qui s'est électrocuté alors qu'il protestait, parmi d'autres, contre le retrait de son nom d'une liste d'embauche dans la fonction publique. Le gouvernement tunisien a affirmé en fin de semaine dernière que la situation s'apaisait, tout en réclamant de la «patience» face à une situation économique et sociale difficile.

Des mouvements sociaux se poursuivaient toutefois hier dans quelques villes, mais sans heurts comparables à ceux observés quelques jours plus tôt.

La Tunisie a réussi sa transition politique post-révolution mais ne parvient pas à s'extirper du marasme économique.

Le pays se trouve par ailleurs sous état d'urgence depuis l'attaque suicide du 24 novembre perpétrée en plein Tunis contre la garde présidentielle (12 agents tués), revendiquée par le groupe terroriste Daesh.